

Combattons la "loi immigration" raciste et antisociale

L'Assemblée nationale vient d'adopter ce texte après des tractations politiciennes organisées par le gouvernement tandis que l'extrême-droite jubile.

Il reflète la volonté du gouvernement de stigmatiser une fois de plus les immigré·es et développe un climat nauséabond vis-à-vis des étranger·es, malgré les promesses de "digue contre l'extrême-droite" d'Emmanuel Macron en mai 2022.

La journée du 19 décembre a franchi un nouveau cap. Le gouvernement a décidé de faire adopter une loi reprenant les pires positions de l'extrême-droite sur la préférence nationale, la négation du droit du sol et des droits des travailleuses et travailleurs étranger·es. Le problème n'est pas d'adopter le projet de loi avec ou sans les voix de l'extrême droite. C'est bien son contenu, qui permet qu'il soit voté par l'extrême droite.

L'Union syndicale Solidaires lutte depuis des mois contre ce projet de loi. Nous avons participé activement au cadre unitaire UCIJ, Unis contre une immigration jetable, pour repousser cette loi et porter une politique migratoire d'accueil et solidaires. L'urgence c'est de régulariser les travailleurs et travailleuses sans-papiers trop souvent exploité·es, sous la menace d'une arrestation sur le chemin du travail. Cette loi n'y répond pas. L'urgence c'est de ne laisser personne à la rue. L'urgence c'est de donner les moyens aux services publics. L'urgence c'est les augmentations de salaires, le partage des richesses et la lutte contre la crise écologique, pas une énième loi sécuritaire et xénophobe.

Nous sommes à un tournant politique majeur. Il est urgent que l'ensemble du mouvement social, que les forces syndicales, associatives et politiques, fassent front ensemble. Nous avons une responsabilité collective à proposer une action massive et populaire pour empêcher l'application de cette loi. L'Union syndicale Solidaires va tout mettre en œuvre dans ce sens dans les jours et semaines qui viennent.